

Jeux Olympiques : l'improbable communication d'Emmanuel Macron

Article rédigé par *Liberté politique*, le 16 avril 2024

Depuis son arrivée dans l'arène politique, Emmanuel Macron nous a habitué aux « coups de com' » et aux déclarations farfelues. Lors d'un entretien télévisé d'une heure consacré aux Jeux Olympiques, il a enchaîné les renoncements et les inepties.

« *Quand les armes se taisent, vous devez renégocier* ». Le président Macron a joué dans le lyrique lundi 15 avril durant un long entretien en plateau sur la très conciliante chaîne BFM TV. En direct du Grand Palais à Paris, le président posait une nouvelle pierre à l'édifice de propagande personnelle qu'il entend mener avec les Olympiades de l'été.

Le cessez-le feu évoqué concernait ainsi la Palestine, l'Ukraine mais aussi... le Soudan ! Qui peut croire que les belligérants de ces conflits complexes vont porter un quelconque intérêt à cette proposition du président français ? Les guerres visées ici font des milliers de morts et touchent la vie de civils innocents, notamment des enfants ; mais du jour au lendemain, pour la « fête du sport », le canon devrait s'arrêter. Au-delà de la mièvrerie du propos, le président fait montre ici d'une véritable indécence.

Évidemment, son intention pacificatrice passera presque inaperçue, le poids de Paris n'étant pas suffisant dans ces conflits notamment du fait son alignement sur la doxa étasunienne. Emmanuel Macron va donc demander un peu d'aide au président chinois Xi Jinping qui sera de passage à Paris dans quelques semaines.

Outre ces déclarations internationales évasives, le président a concédé pour la première fois que la cérémonie d'ouverture sur la Seine pourrait être annulée. Déplacée vers le Trocadéro ou le Stade de France, la parade olympique nautique pourrait bien ne jamais voir le jour. Jamais, jusqu'à présent, un membre de l'exécutif n'avait admis une telle hypothèse. Elle témoigne néanmoins d'une véritable incertitude sécuritaire.

Autre sujet délicat des Jeux : à l'heure de l'inclusion à tous crins, Emmanuel Macron a concédé « on n'est pas totalement à la hauteur du rendez-vous » s'agissant des accès aux transports en commun et d'affirmer « on n'y arrivera pas pour les Jeux ».

Un échec visible pour les habitants de la région parisienne qui constatent qu'en fauteuil roulant comme en poussette, les transports parisiens sont inadaptés. Finalement, aider les plus faibles aura été moins recherché que le clinquant et le président s'est dit confiant pour la baignade dans la Seine. Vieux rêve chiraquien repris par Anne Hidalgo, cette lubie, qu'elle voit le jour ou non, est d'une importance très secondaire.

Enfin, pour rester dans l'indécence la plus crasse, le président s'est adressé aux syndicats de la même manière que pour les États belligérants, réclamant une « trêve syndicale » alors que la CGT a déposé un préavis de grève dans les trois fonctions publiques (État, territoriale, hospitalière). Le terme « trêve syndicale » est exactement le même que celui concernant les pays en guerre. Quoiqu'on puisse penser des revendications syndicales en question, la manœuvre est grossière.

Cette heure de réclame olympique du président Macron s'inscrit dans un processus d'utilisation des Jeux à son bénéfice personnel et politique. Débordant d'orgueil, le président est parti pour un marathon de quatre mois durant lequel il tentera de s'afficher comme un jeune chef d'État dynamique et sportif afin de faire oublier les déboires économiques, sociaux, moraux et sécuritaires du pays.

Olivier Frèrejacques

Président de Liberté politique

16/04/2024 01:00